

XX JUILLET 2026. - Arrêté ministériel fixant, pour l'exercice budgétaire 2026, la date ultime d'introduction de certaines demandes d'aides aux entreprises

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Économie, de l'Économie numérique et de l'Emploi,

Vu l'ordonnance du 13 octobre 2023 relative aux aides pour le développement et la transition économique des entreprises, l'article 3, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 portant exécution de l'ordonnance du 13 octobre 2023 relative aux aides pour le développement et la transition économique des entreprises, l'article 6, alinéa 1er, 1° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 relatif aux aides à la consultance, à la transition économique et à la digitalisation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 relatif à l'aide à la formation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 relatif à l'aide au recrutement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 relatif à l'aide au coworking ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 relatif à l'aide pour la cession ou la reprise d'une entreprise ;

Vu le test d'égalité des chances, établi le 20 mai 2026 conformément à l'article 2, § 1er, 1°, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juin 2026 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2026 ;

Vu l'avis **[NOUVELLE RÉFÉRENCE]** du Conseil d'État, donné le **[DATE]**, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence, spécialement motivée par les éléments concrets et cumulatifs suivants :

« À la date du 13 juillet 2026, le budget initial consacré aux aides aux entreprises s'élève à 30.478.000 euros en crédits d'engagement et à 30.935.000 euros en crédits de liquidation. À cette date, 18.523.094,11 euros ont été exécutés en crédits d'engagement et 16.576.311,77 euros en crédits de liquidation. Les engagements déjà pris et restant à liquider s'élèvent en outre à 12.495.123,00 euros. Après prise en compte de ces engagements, seuls 1.863.565,23 euros de crédits de liquidation demeurent effectivement disponibles, soit environ 6 % des crédits initiaux, tandis que 2.881 demandes ont déjà été introduites, dont 225 demeurent en cours de traitement.

Sur la base du rythme observé depuis le 1er janvier 2026, 2.216 demandes supplémentaires sont susceptibles d'être introduites d'ici au 31 décembre 2026. Pour les seules aides visées par le présent projet, le rythme moyen observé est de 328 dossiers par mois. Le maintien de l'ouverture de ces mesures pendant le délai ordinaire d'avis de trente jours, prolongé de quinze jours pendant la période estivale, entraînerait ainsi l'introduction prévisible de plus de 400

XX JULI 2026. - Ministerieel besluit tot vaststelling, voor het begrotingsjaar 2026, van de uiterste datum voor de indiening van bepaalde steunaanvragen voor ondernemingen

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Economie, Digitale Economie en Werk,

Gelet op de ordonnantie van 13 oktober 2023 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling en transitie van ondernemingen, artikel 3, tweede lid ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 houdende uitvoering van de ordonnantie van 13 oktober 2023 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling en transitie van ondernemingen, artikel 6, eerste lid, 1° ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 betreffende de steun voor consultancy, de economische transitie en digitalisering ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 betreffende de steun voor opleiding ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 betreffende de steun voor aanwerving ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 betreffende de steun voor coworking ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 betreffende de steun voor de overdracht of overname van een onderneming ;

Gelet op de gelijkkansentest, opgesteld op 20 mei 2026 overeenkomstig artikel 2, § 1, 1°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 juni 2026 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 2026 ;

Gelet op advies **[NIEUWE REFERENTIE]** van de Raad van State, gegeven op **[DATUM]**, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, die bijzonder wordt gemotiveerd door de volgende concrete en cumulatieve elementen :

« Op 13 juli 2026 bedroeg het oorspronkelijke budget voor steun aan ondernemingen 30.478.000 euro aan vastleggingskredieten en 30.935.000 euro aan vereffeningskredieten. Op die datum was 18.523.094,11 euro aan vastleggingskredieten en 16.576.311,77 euro aan vereffeningskredieten uitgevoerd. De reeds aangegane verbintenissen die nog moeten worden vereffend, bedragen bovendien 12.495.123,00 euro. Na aftrek van die verbintenissen blijft slechts 1.863.565,23 euro aan vereffeningskredieten effectief beschikbaar, wat neerkomt op ongeveer 6 % van de oorspronkelijke kredieten, terwijl reeds 2.881 aanvragen zijn ingediend, waarvan er 225 nog in behandeling zijn.

Op basis van het sinds 1 januari 2026 vastgestelde indieningsritme kunnen tegen 31 december 2026 nog 2.216 bijkomende aanvragen worden ingediend. Voor de steunmaatregelen waarop dit ontwerp betrekking heeft, bedraagt het vastgestelde gemiddelde 328 dossiers per maand. Indien deze maatregelen openblijven tijdens de gewone adviestermijn van dertig dagen, die tijdens de zomerperiode met vijftien dagen wordt verlengd, zouden naar

demandes supplémentaires dont le financement ne pourrait être garanti. Les projections budgétaires détaillées jointes à la présente saisine établissent que les crédits disponibles ne suffiront pas à couvrir les engagements déjà pris, les dossiers en cours et les demandes attendues. La situation est particulièrement critique pour les aides à l'investissement : après prise en compte des engagements restant à liquider, leur solde en crédits de liquidation est déjà négatif à concurrence de 4.755.197,74 euros.

Le recours au délai ordinaire ne permettrait ni d'adopter et de publier la mesure avant que l'insuffisance des crédits ne produise ses effets, ni de ménager un délai d'information préalable raisonnable. Il placerait la Région devant une alternative préjudiciable à la sécurité juridique : laisser se poursuivre l'introduction de demandes dont le financement ne pourrait être garanti, en créant des attentes infondées et des charges administratives inutiles, ou communiquer une fermeture qui ne serait pas encore fondée sur une norme adoptée. La procédure de cinq jours ouvrables est nécessaire afin de permettre la publication de l'arrêté au plus tard le 4 août 2026, l'information officielle des bénéficiaires potentiels dès cette publication et le maintien d'un délai de cinq jours ouvrables avant la date ultime d'introduction fixée au 11 août 2026. Chaque semaine de retard augmenterait le nombre de demandes dont le financement ne peut être garanti et réduirait d'autant ce délai d'information. » ;

Considérant qu'en application de l'article 6, alinéa 1er, 1°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 portant exécution de l'ordonnance du 13 octobre 2023 précitée, le ministre peut, par exercice budgétaire, déterminer une date ultime d'introduction des demandes d'aides pour chacune des mesures d'aide lorsque les projections budgétaires indiquent que les crédits disponibles sur l'allocation budgétaire ne seront pas suffisants ;

Considérant qu'au 13 juillet 2026, après prise en compte des engagements restant à liquider, seuls 1.863.565,23 euros de crédits de liquidation demeurent effectivement disponibles pour l'ensemble des aides aux entreprises, tandis que les aides à l'investissement présentent déjà un solde négatif de 4.755.197,74 euros ;

Considérant que le rythme d'introduction observé permet d'estimer à 2.216 le nombre de demandes encore susceptibles d'être introduites jusqu'au 31 décembre 2026 et à plus de 400 le nombre de demandes supplémentaires qui seraient introduites pendant le délai ordinaire d'avis prolongé pendant la période estivale ;

Considérant que, dans ce contexte, la fixation d'une date ultime pour les mesures visées à l'article 1er permet de réserver les crédits disponibles aux engagements déjà pris, aux demandes valablement introduites avant cette date et aux aides à l'investissement, dont l'effet direct sur l'implantation, l'activité et l'emploi justifie le maintien ;

Considérant que la présente mesure ne vise ni à supprimer durablement les aides concernées ni à laisser des crédits disponibles inutilisés, mais à fixer, pour le seul exercice budgétaire 2026, une date ultime d'introduction ;

Considérant qu'il convient de donner aux entreprises une information officielle, claire et préalable quant à cette date et qu'un délai de cinq jours ouvrables est ménagé entre la publication du présent arrêté et la date ultime d'introduction ;

verwachting meer dan 400 bijkomende aanvragen worden ingediend waarvan de financiering niet kan worden gewaarborgd. Uit de gedetailleerde begrotingsprognoses die bij deze adviesaanvraag zijn gevoegd, blijkt dat de beschikbare kredieten niet zullen volstaan om de reeds aangegane verbintenissen, de lopende dossiers en de verwachte aanvragen te dekken. De toestand is bijzonder kritiek voor de investeringssteun: na aftrek van de nog te vereffenen verbintenissen vertonen de vereffeningskredieten reeds een negatief saldo van 4.755.197,74 euro.

De gewone termijn zou het niet mogelijk maken de maatregel aan te nemen en bekend te maken voordat het tekort aan kredieten gevolgen heeft, noch een redelijke termijn voor voorafgaande informatie te waarborgen. Daardoor zou het Gewest voor een voor de rechtszekerheid nadelig alternatief worden geplaatst: ofwel de verdere indiening bestaan van aanvragen waarvan de financiering niet kan worden gewaarborgd, waardoor ongegronde verwachtingen en onnodige administratieve lasten ontstaan, ofwel een sluiting medelen die nog niet op een aangenomen norm berust. De procedure van vijf werkdagen is noodzakelijk om het besluit uiterlijk op 4 augustus 2026 bekend te kunnen maken, de potentiële begunstigten vanaf die bekendmaking officieel te informeren en een termijn van vijf werkdagen te behouden vóór de uiterste indieningsdatum van 11 augustus 2026. Elke week vertraging zou het aantal aanvragen waarvan de financiering niet kan worden gewaarborgd verhogen en deze informatietermijn in dezelfde mate verkorten. » ;

Overwegende dat de minister krachtens artikel 6, eerste lid, 1°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 houdende uitvoering van de voormelde ordonnantie van 13 oktober 2023, per begrotingsjaar een uiterste datum kan bepalen voor de indiening van steunaanvragen voor elke steunmaatregel wanneer de begrotingsprognoses aangeven dat de beschikbare kredieten op de begrotingsallocatie ontoereikend zullen zijn ;

Overwegende dat op 13 juli 2026, na aftrek van de nog te vereffenen verbintenissen, slechts 1.863.565,23 euro aan vereffeningskredieten effectief beschikbaar blijft voor alle steun aan ondernemingen, terwijl de investeringssteun reeds een negatief saldo van 4.755.197,74 euro vertoont ;

Overwegende dat op basis van het vastgestelde indieningsritme kan worden geraamd dat tot 31 december 2026 nog 2.216 aanvragen zullen worden ingediend en dat tijdens de gewone adviestermijn, verlengd tijdens de zomerperiode, meer dan 400 bijkomende aanvragen zouden worden ingediend ;

Overwegende dat de vaststelling van een uiterste datum voor de in artikel 1 bedoelde maatregelen in die context toelaat de beschikbare kredieten voor te behouden voor de reeds aangegane verbintenissen, de vóór die datum geldig ingediende aanvragen en de investeringssteun, waarvan het rechtstreekse effect op de vestiging, de activiteit en de werkgelegenheid het behoud rechtvaardigt ;

Overwegende dat deze maatregel niet tot doel heeft de betrokken steun duurzaam af te schaffen of beschikbare kredieten onbenut te laten, maar uitsluitend voor het begrotingsjaar 2026 een uiterste indieningsdatum vast te stellen ;

Overwegende dat de ondernemingen duidelijk, officieel en vooraf over die datum moeten worden geïnformeerd en dat tussen de bekendmaking van dit besluit en de uiterste indieningsdatum een termijn van vijf werkdagen wordt gelaten ;

Considérant que la mesure est strictement limitée à l'exercice budgétaire 2026 et ne préjuge pas du régime applicable à compter du 1er janvier 2027 ;

Arrête :

Article 1er. Pour l'exercice budgétaire 2026, la date ultime d'introduction auprès de Bruxelles Économie et Emploi des demandes d'aides relatives aux mesures suivantes est fixée au 11 août 2026 inclus :

1° les aides à la consultance et à la transition économique pour les missions de consultance externes et pour couvrir les coûts externes, telles que définies aux articles 4 à 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 relatif aux aides à la consultance, à la transition économique et à la digitalisation ;

2° les aides à la formation externe, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 relatif à l'aide à la formation ;

3° les aides au recrutement, telles que définies à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 relatif à l'aide au recrutement ;

4° les aides au coworking, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 relatif à l'aide au coworking ;

5° les aides pour les missions de consultance externe dans le cadre de la cession ou de la reprise d'une entreprise, telles que définies à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 relatif à l'aide pour la cession ou la reprise d'une entreprise.

Art. 2. Les demandes introduites au plus tard à la date visée à l'article 1er sont traitées conformément aux dispositions applicables à la date de leur introduction.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Économie, de l'Économie numérique et de l'Emploi



L. HUBLET

Overwegende dat de maatregel strikt beperkt is tot het begrotingsjaar 2026 en geen afbreuk doet aan de regeling die vanaf 1 januari 2027 van toepassing zal zijn ;

Besluit :

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 2026 wordt de uiterste datum voor de indiening bij Brussel Economie en Werkgelegenheid van steunaanvragen met betrekking tot de volgende steunmaatregelen vastgesteld op 11 augustus 2026 :

1° de steun voor consultancy en economische transitie voor externe consultancyopdrachten en voor het dekken van externe kosten, zoals bepaald in de artikelen 4 tot 6 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 betreffende de steun voor consultancy, de economische transitie en digitalisering ;

2° de steun voor externe opleiding, zoals bepaald in artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 betreffende de steun voor opleiding ;

3° de steun voor aanwerving, zoals bepaald in artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 betreffende de steun voor aanwerving ;

4° de steun voor coworking, zoals bepaald in artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 betreffende de steun voor coworking ;

5° de steun voor externe consultancyopdrachten in verband met de overdracht of de overname van een onderneming, zoals bepaald in artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 betreffende de steun voor de overdracht of overname van een onderneming.

Art. 2. De aanvragen die uiterlijk op de in artikel 1 bedoelde datum zijn ingediend, worden behandeld overeenkomstig de bepalingen die op de datum van indiening van toepassing zijn.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

Brussel,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Economie, Digitale Economie en Werk



L. HUBLET